

# LA POLITIQUE TRAVAILLISTE DU BREXIT : UNE STRATÉGIE POUR FAIRE AVANCER LE CORBYNISME ?



EMMA BELL \*

La stratégie du parti travailliste au sujet du Brexit fait souvent l'objet de vives critiques. Elle est considérée comme « ambiguë »<sup>1</sup>, « confuse et contradictoire »<sup>2</sup>, voire comme « facilitant l'approche des conservateurs à l'égard du Brexit »<sup>3</sup>. Elle a été citée comme une des raisons qui a motivé la décision de huit députés travaillistes de quitter le parti en février dernier. On reproche au leader du parti, Jeremy Corbyn, d'avoir été insuffisamment enthousiaste en faisant campagne pour le vote « *Remain* » à l'approche du référendum de juin 2016 ; d'avoir donné son soutien au déclenchement de l'article 50 du Traité de Lisbonne ; d'avoir pris trop de temps pour appeler le Parlement à organiser un deuxième référendum... Il existe pourtant peu de tentatives de comprendre cette stratégie qui, loin d'être ambiguë, est en réalité claire et cohérente avec le projet du parti sous la direction de Corbyn. Nous nous efforcerons dans cet article d'expliquer la politique officielle des travaillistes sur le Brexit en nous demandant si elle est impulsée par des motivations idéologiques, des soucis démocratiques ou bien par

---

\* UNIVERSITÉ DE SAVOIE MONT BLANC.

<sup>1</sup> John McTernan, « Labour's ambiguous Brexit stance is now untenable », *The Financial Times*, 3 janvier 2019.

<sup>2</sup> *The Daily Telegraph*, « Labour's confused and contradictory Brexit policy is bewildering and irresponsible », 18 novembre 2018.

<sup>3</sup> Chuka Umumma, entretien à l'émission *Good Morning Britain*, 19 février 2019 : <<https://www.youtube.com/watch?v=1t7J6K8S0o4>>.

des instincts populistes. Représente-t-elle un frein ou plutôt une aide au projet politique de Corbyn ?

## Une stratégie cohérente ?

En quoi consiste la stratégie du parti en ce qui concerne le Brexit ? Le parti a officiellement fait campagne pour le « *Remain* » même si une minorité des députés organisée dans le groupe « *Labour Leave* » a mené une campagne pour quitter l'Union européenne. La position de Jeremy Corbyn était d'y rester tout en luttant pour sa réforme de l'intérieur, notamment en répondant au problème du déficit démocratique au sein des institutions européennes (« *Remain and Reform* »). Cependant, une fois le résultat du référendum annoncé, il s'est engagé à le respecter et a appelé la Première ministre à déclencher l'article 50 du Traité de Lisbonne le plus rapidement possible afin de négocier la sortie du Royaume-Uni de l'UE. Cette démarche a suscité la démission de plus de la moitié du cabinet fantôme travailliste, notamment de Hilary Benn, chargé des affaires étrangères, qui a contesté la direction de Corbyn et critiqué son timide engagement dans la campagne du « *Remain* ». 172 des 230 députés travaillistes ont approuvé une motion de défiance au *leader*, déclenchant de nouvelles élections à la tête du parti, élections que Corbyn a remportées haut la main avec presque 62 % des voix.

Le soutien de Corbyn au Brexit ne représentait pourtant pas un grand revirement. En effet, sa position sur la question avant et après le référendum était assez cohérente. Les raisons avancées par Corbyn pour rester dans l'Union européenne sont les mêmes qu'il avance aujourd'hui pour maintenir une relation très étroite avec elle. D'un point de vue internationaliste, il prône la coopération avec les pays européens pour faire face aux grands problèmes tels que le terrorisme, la crise migratoire, le changement climatique et l'évasion fiscale<sup>4</sup>. Il souhaite maintenir les protections de l'Union, notamment concernant les travailleurs, les consommateurs et l'environnement. Il considère également que le libre-échange avec l'Union européenne est nécessaire pour le succès économique du Royaume-Uni, ce qui explique son positionnement en faveur d'une

<sup>4</sup> Voir par exemple, Jeremy Corbyn, discours sur l'Union européenne, 14 avril 2016 ; Jeremy Corbyn, discours sur le Royaume-Uni après le Brexit, 26 février 2018.

union douanière permanente et un alignement « étroit » sur le marché unique après le Brexit. De plus, une telle relation devrait éviter le renforcement de la frontière entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande. Afin de faciliter cette collaboration étroite et continue avec ses partenaires européens, Corbyn est radicalement opposé à un Brexit sans accord.

Cette approche est parfaitement cohérente avec le projet plus large du parti d'enrayer le consensus néolibéral des quarante dernières années, qui a entraîné la déréglementation du marché du travail et le désinvestissement social, afin d'élaborer des politiques capables de protéger l'économie et les travailleurs britanniques. S'opposer à la vision conservatrice du Brexit, qui prône davantage de déréglementation et la poursuite des accords commerciaux avec les pays non européens au risque d'ouvrir davantage le marché britannique à la concurrence internationale, est un moyen de s'opposer plus largement aux politiques d'austérité et de promouvoir un grand plan national d'investissement dans les infrastructures et les services publics.

Malgré cette cohérence, la position du parti est souvent considérée comme étant peu claire, cherchant à plaire simultanément à ceux qui ont voté pour le Brexit et ceux qui ont voté contre, respectant le résultat du référendum tout en prônant le maintien d'une relation très étroite avec l'Union européenne. Or, c'est une position qui peine à convaincre. Selon un sondage de janvier 2019, seules 22 % des personnes interrogées avaient une opinion favorable de Jeremy Corbyn et 43 % considéraient que ce point de vue était influencé par la position du *leader* travailliste sur le Brexit<sup>5</sup>. Il faudrait donc se demander pourquoi il poursuit une politique qui semble être si impopulaire.

### **Corbyn, le « Lexiteer » ?**

On pourrait penser que la décision de Corbyn de respecter le résultat du référendum est motivée par sa conviction personnelle. Son rapport à l'Union européenne n'a jamais été équivoque. Peu de temps avant le référendum de 2016, il a déclaré publiquement

---

<sup>5</sup> YouGov, « Brexit indecisiveness is seriously damaging Corbyn », 30 janvier 2019 : <<https://yougov.co.uk/topics/politics/articles-reports/2019/01/30/brexit-indecisiveness-seriously-damaging-corbyn>>.

qu'il « n'était pas un grand admirateur de l'Union européenne » même s'il considérait que le Royaume-Uni devait y rester afin de protéger les droits des travailleurs et l'environnement<sup>6</sup>. Il a voté contre l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté économique européenne lors du référendum britannique de 1975 et, en tant que député à la Chambre des communes depuis 1983, il a voté contre les principaux traités en faveur d'une intégration européenne élargie, notamment le Traité de Maastricht de 1992 et le Traité de Lisbonne de 2007. Il s'inquiétait que l'Union fût sous l'emprise des intérêts financiers, ce qui en faisait « une Europe des banquiers non élus »<sup>7</sup>. Ce point de vue a été renforcé par la crise grecque :

« Si nous permettons à des pouvoirs non élus de détruire une économie comme celle de la Grèce, lorsque tout cet argent n'est pas destiné au peuple grec, mais sert à renflouer les banques des différents pays d'Europe, je pense qu'il faudrait réfléchir très, très sérieusement au rôle qu'elle [l'Union européenne] joue et quel est notre rôle dans tout cela. »<sup>8</sup>

62

D'ailleurs, Corbyn considère que l'Union européenne pourrait faire obstacle à son projet politique au Royaume-Uni, qui consiste à mettre fin à l'austérité et à permettre aux entreprises de bénéficier de l'aide de l'État, notamment celles qui pourraient faire l'objet de renationalisations, comme les compagnies ferroviaires. Dans un entretien fin 2018, Corbyn a déclaré :

« Je pense qu'il faudrait réexaminer la réglementation [européenne] sur l'aide de l'État, car très clairement, si l'on veut relancer une économie, comme nous souhaiterions le faire une fois au pouvoir, je ne veux pas que quelqu'un d'autre me dise qu'on ne

<sup>6</sup> « *I'm not a huge fan of the European Union* », Jeremy Corbyn, « The Last Leg », Channel 4, 10 juin 2016.

<sup>7</sup> Jeremy Corbyn, discours à la Chambre des communes, 20 mai 1993, cité par Robert Saunders, « Brexit and the Corbyn effect : an accident of history ? », *Prospect*, 6 février 2019.

<sup>8</sup> « *If we allow unaccountable forces to destroy an economy like Greece, when all that bailout money isn't going to the Greek people, it's going to various banks all across Europe, then I think we need to think very, very carefully about what role they [the EU] are playing and what role we are playing in that.* », Jeremy Corbyn, cité par Nigel Cawthorne, *Jeremy Corbyn : Leading from the Left*, Londres, Endeavour Press, 2015, p. 77.

peut pas se servir de l'aide de l'État pour développer l'industrie dans ce pays. »<sup>9</sup>

En effet, le Traité de Lisbonne (Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne) exige que :

« Sauf dérogations prévues par les traités, sont incompatibles avec le marché intérieur, dans la mesure où elles affectent les échanges entre États membres, les aides accordées par les États ou au moyen de ressources d'État sous quelque forme que ce soit qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions. » (article 107 TFUE)

Les directives européennes poussent explicitement à l'ouverture des services publics au marché privé, notamment les chemins de fer.

Pour rendre les transports par chemin de fer efficaces et compétitifs par rapport aux autres modes de transport, les États membres devraient s'assurer que les entreprises ferroviaires ont un statut d'exploitant indépendant leur permettant de se comporter selon des modalités commerciales et de s'adapter aux nécessités du marché<sup>10</sup>.

L'Union européenne est clairement en faveur de la libre concurrence à condition que les obligations de maintenir les normes de service public soient respectées. Le quatrième paquet ferroviaire, voté en 2016, vise à créer un espace ferroviaire unique européen d'ici 2020 en ouvrant à la concurrence les services commerciaux de transport ferroviaire de voyageurs, ce à quoi Corbyn s'est opposé. Cependant, cette réglementation européenne n'empêche pas les États membres de lancer des appels d'offres pour gérer des services ferroviaires de transport des voyageurs. D'autre part, le Traité de Lisbonne ne semble pas, pour l'instant, avoir impulsé la privatisation des chemins de fer : seuls trois États membres ont

63

---

<sup>9</sup> « I think the [European] state aid rules do need to be looked at again, because quite clearly, if you want to regenerate an economy, as we would want to do in government, then I don't want to be told by somebody else that we can't use state aid in order to be able to develop industry in this country. » Jeremy Corbyn, cité par Heather Stewart, « Corbyn : Brexit would go ahead even if Labour won snap election », *The Guardian*, 21 décembre 2018.

<sup>10</sup> Article 5, directive 2012/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012.

privatisé leurs services de fret ferroviaire et un seul a privatisé son service de transport des voyageurs<sup>11</sup>.

Bien que Corbyn critique la tendance de l'Union européenne à favoriser la privatisation et la libre concurrence des services, il reconnaît que ce n'est pas elle qui a privatisé les chemins de fer britanniques, mais le gouvernement conservateur de John Major en 1993<sup>12</sup>. De même, plus récemment, ce sont les conservateurs britanniques qui ont décidé de ne pas soutenir l'industrie de l'acier, contrairement à d'autres États européens, comme l'Allemagne, l'Italie, la France et l'Espagne<sup>13</sup>, même si en France ces aides sont loin d'être suffisantes pour sauver la sidérurgie, comme en témoignent la fermeture de l'aciérie de Florange ou de celle fort probable d'Ascoval... Et ce sont les conservateurs britanniques au Parlement européen qui se sont opposés aux tentatives de prendre des mesures plus sévères contre l'évasion fiscale<sup>14</sup>.

Cela pourrait expliquer la position de « *Remain and Reform* », que Corbyn avait adopté avant le référendum de 2016. Cette position tend à réfuter toute suggestion qu'il serait au fond un anti-européen engagé de gauche, un « *Lexiteer* ». Contrairement à ce qu'avancent ses détracteurs, il a fait activement campagne pour le « *Remain* », intervenant beaucoup plus dans les médias que l'ensemble des membres du cabinet fantôme<sup>15</sup>. S'il ne s'est pas immédiatement prononcé en faveur du « *Remain* » lorsque la date du référendum a été annoncée en 2015, il serait logique de conclure qu'il voulait signaler qu'il ne donnerait pas carte blanche à David Cameron dans ses négociations avec l'Union européenne pour un vote « *Remain* » au prix d'une déréglementation des droits de travailleurs<sup>16</sup>. En réalité, Corbyn n'est pas opposé à l'Union européenne, mais à la vision conservatrice et néolibérale de l'Europe, tout comme il est opposé à la vision conservatrice

64

---

<sup>11</sup> Andy Tarrant, « Renationalisation » in Catherine West et al., *Busting the Lexit Myths*, Open Britain, 2018 pp.12-13 : <[https://d3n8a8pro7vhm.cloudfront.net/in/pages/14074/attachments/original/1517301904/lexit\\_paper\\_finalPRINT\\_noembargo.pdf?1517301904](https://d3n8a8pro7vhm.cloudfront.net/in/pages/14074/attachments/original/1517301904/lexit_paper_finalPRINT_noembargo.pdf?1517301904)>.

<sup>12</sup> Corbyn, 2016, *op. cit.*

<sup>13</sup> *Ibid.*

<sup>14</sup> *Ibid.*

<sup>15</sup> Alex Nunns, *The Candidate : Jeremy Corbyn's improbable path to power*, Londres, OR Books, 2018 [2016], p. 286.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 253.

du Brexit : la relation du Royaume-Uni avec l'Union européenne est secondaire dans son projet de faire reculer le néolibéralisme<sup>17</sup>. Il a sans doute également compris qu'il aurait été difficile de faire entendre des arguments de gauche en faveur d'une sortie de l'Union européenne sur un terrain électoral dominé par la droite et l'extrême droite<sup>18</sup>. En effet, dans la mesure où le Brexit permet aux conservateurs de développer davantage leur projet néolibéral<sup>19</sup> en réconciliant le nationalisme et le libéralisme, une position de « Lexit » qui lui opposerait une approche internationaliste risquerait d'exclure les travaillistes d'un terrain nationaliste déjà bien occupé par la droite<sup>20</sup>.

La priorité de Corbyn a toujours été de promouvoir un projet politique de gauche, que le Royaume-Uni soit à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Union européenne, ce qui explique sa facilité à basculer d'une position de « *Remain* » à une position de « *Leave* ». Tout récemment, il s'est montré capable de basculer à nouveau dans le camp du « *Remain* » dans le cas où un deuxième référendum serait organisé. C'est une position qui est entièrement cohérente avec son antinéolibéralisme. Ce serait une erreur de considérer qu'il est profondément motivé par l'antieuropéisme.

Pourtant, si le choix d'un Brexit « *soft* » ou celui d'aucun Brexit du tout sont tout aussi désirables l'un que l'autre afin de réaliser le projet de Corbyn, pourquoi s'est-il montré aussi déterminé à faire respecter le vote en faveur du Brexit ?

### Respecter la démocratie ?

Corbyn a voté en faveur de l'organisation d'un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne. Pour lui, il s'agissait de respecter la démocratie, le référendum étant « une occasion démocratique cruciale pour les gens d'avoir leur mot à dire sur l'avenir de notre pays et celui de notre continent

---

<sup>17</sup> Bernard Porter, « What is Corbyn thinking ? », *London Review of Books*, 31 décembre 2018.

<sup>18</sup> Richard Seymour, *Corbyn : The strange birth of radical politics*, Londres, Verso, 2017 [2016], p. 14.

<sup>19</sup> Emma Bell, « Brexit : Towards a neoliberal real utopia », *Observatoire de la Société Britannique*, n° 24 2019.

<sup>20</sup> Owen Worth, « Whither Lexit ? », *Capital and Class* 41 (2) : 351-357.

tout entier »<sup>21</sup>. En toute logique, il fallait donc respecter le résultat du référendum. Pour Corbyn, le respect de la démocratie est au cœur de son projet politique. Lors de son premier discours en tant que leader du parti au congrès annuel en 2015, il s'est engagé à instaurer « une nouvelle politique d'engagement et de participation » et à permettre aux membres du parti d'avoir le dernier mot dans les décisions politiques du parti<sup>22</sup>. La voix des militants devrait avoir plus de poids que celle des membres élus au Parlement britannique. Plus largement, il faudrait favoriser le développement de modes d'organisation plus « horizontaux » dans la politique et dans l'économie, en soutenant la participation aux entreprises coopératives et la représentation des consommateurs et des travailleurs aux comités de gestion des entreprises nationales. C'est une vision de la démocratie qui va au-delà de la démocratie représentative et du « parlementarisme » traditionnel du parti travailliste<sup>23</sup>, en faveur d'une plus grande participation citoyenne aux processus décisionnels.

66

Or, certains membres du parti accusent Corbyn de ne pas les avoir suffisamment impliqués dans l'élaboration de la politique sur le Brexit. Le choix de respecter le résultat du référendum n'est pas en phase avec l'avis majoritaire des membres du parti. 87 % des membres ont voté « *Remain* » en 2016 et un sondage en janvier 2019 révèle que ce pourcentage resterait quasi constant s'ils avaient la possibilité de voter à nouveau. Un tiers des membres affirmait ne pas soutenir la politique du parti qui consiste à miser sur l'organisation de nouvelles législatives au lieu de faire campagne pour un deuxième référendum (au moins jusqu'en mars 2019)<sup>24</sup>. Pour les politiciens Watts et Bale, ce décalage entre la politique officielle de la direction du parti et l'avis des militants suggère que

---

<sup>21</sup> Jeremy Corbyn, « *A crucial democratic opportunity for people to have their say on our country's future, and the future of our continent as a whole.* », 2016, *op. cit.*

<sup>22</sup> Jeremy Corbyn, « *A new politics of participation and engagement* », discours au congrès annuel du parti travailliste, 29 septembre 2015.

<sup>23</sup> Ralph Miliband, *Parliamentary Socialism : A study in the politics of labour*, New York, George Allen & Unwin, 1961.

<sup>24</sup> Peter Walker, « *Most Labour members believe Corbyn should back second Brexit vote* », *The Guardian*, 2 janvier 2019.



l'engagement de Corbyn pour la démocratie par le bas ne s'étend pas à la politique européenne<sup>25</sup>.

En effet, la question a été largement écartée lors des derniers congrès du parti. Il n'y a eu aucun débat officiel lors du congrès de 2016, même si le congrès a adopté une proposition du syndicat des chemins de fer de ne pas exclure la possibilité de soutenir un deuxième référendum dans le cas où le futur accord négocié par May avec l'Union européenne ne serait pas approuvé par le Parlement. Lors du congrès de 2017, les délégués ont voté en faveur de la politique du Brexit proposée par la direction du parti, mais ils n'ont pas pu s'exprimer sur les questions épineuses de la liberté de circulation ou de l'appartenance du Royaume-Uni au marché unique après le Brexit. Il semblerait que cette décision de ne pas soumettre ces questions au congrès pourrait s'expliquer par un désir de se focaliser sur d'autres questions moins clivantes. Au dernier congrès, en 2018, les délégués ont approuvé une motion selon laquelle l'organisation d'un deuxième référendum serait une option si de nouvelles législatives ne peuvent être organisées suite au rejet parlementaire de l'accord négocié par Theresa May. Corbyn a respecté cette politique, soumettant une motion de censure au gouvernement après que l'accord de May a été désavoué par une majorité historique de 230 voix en janvier 2019. Le gouvernement a survécu au vote de confiance, empêchant l'organisation de nouvelles élections dans l'immédiat. Quelques semaines plus tard, fin février 2019, dans un contexte où la possibilité d'un Brexit sans accord devenait de plus en plus probable, Corbyn a accepté de faire pression au Parlement pour l'organisation d'un deuxième référendum pour donner aux électeurs le choix entre l'accord de Theresa May ou pas de Brexit du tout. Dans cette éventualité il s'est engagé à refaire campagne pour le « *Remain* ».

Au moment de la rédaction de cet article (début mars 2019), Corbyn se trouve ainsi plus en phase avec la grande majorité des membres de son parti qu'avec certains membres élus qui font campagne pour un nouveau référendum depuis avril 2018. On pourrait cependant penser que cette position risque de déplaire à une partie importante de son électorat, 70 % des circonscriptions

<sup>25</sup> Jake Watts and Tim Bale, « Populism as an intra-party phenomenon : The British Labour Party under Jeremy Corbyn », *The British Journal of Politics and International Relations*, 2018, p. 13. 1-17.

travailleurs ayant voté en faveur du Brexit en 2016. En outre, d'autres sondages suggèrent qu'un tiers des électeurs ayant l'intention de voter pour les travaillistes sont en faveur du maintien du Royaume-Uni dans le marché unique<sup>26</sup>, politique qui ne fait pas partie de la stratégie officielle du parti.

Il faudrait donc se demander si la politique de Corbyn sur le Brexit va plutôt à l'encontre de la démocratie participative qui devait caractériser la nouvelle direction du parti et représente ainsi un frein à son projet de démocratisation. Il est intéressant de noter qu'il ne s'est pas prononcé publiquement en faveur de l'organisation d'assemblées citoyennes pour sortir de l'impasse sur le Brexit, en dépit du fait qu'il avait suggéré au début de son mandat que ces assemblées pourraient débattre tout un éventail de réformes en encourageant la démocratie horizontale<sup>27</sup>. Ces assemblées ont notamment été testées en Irlande afin de rassembler des citoyens sélectionnés au hasard pour discuter de la législation existante sur l'avortement et faire des recommandations au Parlement. Au Royaume-Uni, une assemblée sur le Brexit a été mise en place en 2017, rassemblant 50 citoyens pour discuter de toutes les options possibles concernant les futures relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne et faire des propositions. On suggère qu'on pourrait avoir recours à de telles assemblées de façon plus systématique pour sortir de l'impasse actuelle sur le Brexit. Certains députés travaillistes, ainsi que *The Guardian*, *Compass* (le *think tank* de centre gauche), et certaines personnalités publiques telles que le romancier Jonathan Coe ou encore Yanis Varoufakis, l'ancien ministre des Finances grec sous le premier gouvernement Tsípras, actuellement leader du mouvement *Democracy in Europe*, soutiennent publiquement la mise en place de ces assemblées. Varoufakis a notamment appelé Corbyn à soutenir une période de transition pour le Brexit afin de permettre aux citoyens de discuter

<sup>26</sup> Tim Bale and Alan Wager, « Why Labour's Brexit strategy may be in trouble, in four charts », *New Statesman*, 5 février 2018.

<sup>27</sup> Labourlist, « Labour to organise citizens' assemblies to reinvent politics », 18 septembre 2015 : <<https://labourlist.org/2015/09/labour-to-organises-citizens-assemblies-to-reinvent-politics/>>.

longuement de toutes les options possibles et de voter à nouveau sur ces différentes options lors d'un référendum en 2021<sup>28</sup>.

En refusant de répondre positivement à ces appels, il se peut que Corbyn reconnaisse que l'idée a peu de soutien populaire – seuls 25 % des Britanniques soutiendraient l'organisation des assemblées citoyennes sur le Brexit<sup>29</sup>. Ce manque d'enthousiasme populaire pourrait s'expliquer par la méconnaissance généralisée du mécanisme. Mais, si Corbyn souhaite rendre les processus décisionnels plus horizontaux, ne devrait-il pas s'investir davantage pour dialoguer avec le grand public et l'informer de ce genre d'initiative ? On a parfois l'impression que Corbyn est « à la traîne de l'opinion populaire au lieu de la former »<sup>30</sup>. Le risque est de tomber dans une forme de populisme au lieu de promouvoir l'engagement démocratique.

### Vers un virage populiste ?

Corbyn cède à un discours populiste lorsqu'il invoque « la volonté du peuple » pour justifier sa position. Il a par exemple refusé de s'opposer au déclenchement de l'article 50 du Traité de Lisbonne afin de respecter cette volonté exprimée dans le référendum<sup>31</sup>. Avec d'autres populistes<sup>32</sup>, il confère au « peuple » une certaine sagesse et un sens moral supérieurs au savoir des élites et, sur la question du Brexit, il a tendance à parler au nom du « peuple » au lieu de s'engager directement avec lui dans une délibération politique. Malgré son engagement à promouvoir la démocratie horizontale, sur la question du Brexit, Corbyn semble avoir adopté une conception assez limitée de la démocratie, qui se résume à la tenue de nouvelles législatives ou à l'organisation d'un autre référendum. On ignore souvent le populisme inhérent

69

---

<sup>28</sup> Yanis Varoufakis, « Jeremy Corbyn's necessary next step: a speech of hope for Britain », *The Independent*, 31 janvier 2019.

<sup>29</sup> Populus, février 2019 : <<https://www.populus.co.uk/insights/2019/02/public-opinion-brexit-citizens-assembly/>>.

<sup>30</sup> Marina Prentoulis, « Lessons from Syriza », in Mark Perryman (dir.) *The Corbyn Effect*, Londres, Lawrence & Wishart, 2007, p. 199.

<sup>31</sup> Jeremy Corbyn, *Twitter*, 24 janvier 2017 : <<https://twitter.com/jeremycorbyn/status/823837041725243393?lang=en>>.

<sup>32</sup> Jan-Werner Müller, *What is Populism ?*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2016.

aux demandes d'un deuxième référendum, appelé de manière révélatrice « *the People's Vote* » par ses sympathisants. On ne fait en réalité qu'opposer une partie du « peuple » à l'autre, en conférant plus de sagesse à ceux qui ont voté « *Remain* ». Organiser un autre référendum suppose que ceux qui ont voté « *Leave* » la première fois n'était pas le « bon peuple »<sup>33</sup>. Voilà sans doute pourquoi Corbyn ne parle pas de donner au peuple l'occasion de retourner le résultat du premier référendum, mais simplement de lui donner la possibilité de « confirmer » sa décision initiale à la lumière de l'accord sur le Brexit qui sera négocié. Cependant, il faudrait qu'un deuxième référendum soit accompagné d'un véritable débat public de qualité afin qu'il ne soit pas un simple outil populiste, instrumentalisé par les élites pour légitimer leur propre projet.

Corbyn risque également de tomber dans le populisme en cédant aux arguments simplistes concernant les questions épineuses et complexes comme celle de l'immigration. Alors que Corbyn a critiqué la tendance actuelle à imputer aux migrants la responsabilité des plus grands maux de notre société, il semble avoir cédé aux craintes populaires concernant l'immigration en acceptant la mise en place de contrôles plus stricts post-Brexit. Le programme électoral de 2017 s'est engagé à limiter l'accès des migrants à l'assistance publique<sup>34</sup>, cautionnant ainsi le mythe selon lequel l'immigration épuiserait les finances publiques<sup>35</sup>. Sous la direction de Corbyn, le parti ne s'est pas farouchement opposé au projet de loi conservateur sur l'immigration en janvier 2019, qui met fin à la libre circulation des citoyennes européennes au Royaume-Uni.

En dépit de ces virages populistes, il serait difficile d'affirmer que Corbyn et plus généralement la stratégie du parti travailliste sur le Brexit sont populistes. Alors que Corbyn crée un antagonisme entre le « peuple » et les élites, sa vision de la souveraineté populaire est réellement démocratique. Contrairement aux populistes de droite, voire du *New Labour*, Corbyn sépare la souveraineté du

70

<sup>33</sup> Suzanne Moore, « I won't be marching for a people's vote. There has already been one », *The Guardian*, 19 octobre 2018.

<sup>34</sup> Labour Party, *For the Many, Not the Few : Labour Party Manifesto*, 2017, p. 28.

<sup>35</sup> En réalité, les migrants de l'UE contribuent plus à l'économie britannique en termes d'impôts qu'ils en retirent en assistance publique. Cf, Christian Dustmann and Tommaso Frattini, « The Fiscal Effects of Immigration to the UK », Discussion Paper Series, Centre for Research and Analysis of Migration, CDP N° 22/13 (London, University College, 2013).

nationalisme auquel il oppose un internationalisme assumé, ouvert et inclusif<sup>36</sup>. C'est une interprétation de la souveraineté post-Brexit qui cherche à s'adresser aux craintes et au sentiment de perte d'autonomie des citoyens. En effet, la stratégie du parti sur le Brexit cherche avant tout à dépasser la question de la sortie de l'Union européenne pour se focaliser sur les préoccupations quotidiennes des Britanniques qui ont poussé certains à voter en faveur du Brexit : l'austérité, les problèmes des services publics, les bas salaires ... Cela explique pourquoi les délégués aux congrès du parti ont en partie écarté le Brexit des débats. Même s'il existe un décalage entre la direction du parti et ses membres sur le Brexit, la grande majorité des adhérents ne considèrent pas Corbyn comme un obstacle au succès du Labour – ils ont voté majoritairement pour lui comme leader du parti deux fois (en 2015 et en 2016) en toute connaissance de cause<sup>37</sup>. Bien que la grande majorité des membres du parti soutiennent le « *Remain* » et un deuxième référendum, 47 % d'entre eux appuient la stratégie de Corbyn sur le Brexit et 65 % considèrent qu'il se débrouille plutôt bien en tant que leader<sup>38</sup>. Ces chiffres suggèrent qu'ils placent le projet politique de Corbyn au-dessus de leur position sur le Brexit – il est loin d'être certain que les adhérents soient prêts à sacrifier le projet de Corbyn afin de rester au sein de l'Union européenne<sup>39</sup>. La stratégie qui consiste à dédramatiser l'importance du Brexit semble rencontrer un certain écho au-delà des militants de base : le parti a fait le choix délibéré de ne pas se focaliser sur le Brexit lors des législatives de 2017, ce qui semble avoir contribué à son succès relatif, le Labour enregistrant la plus forte augmentation de son électorat depuis 1945. Parmi ceux qui ont voté travailliste, seuls 8 % ont cité le Brexit comme leur motivation principale – leur priorité était la protection du *National Health Service*<sup>40</sup>.

71

<sup>36</sup> Emma Bell, « The Populist Slur : Delegitimising popular grievances », à paraître en 2020.

<sup>37</sup> Saunders, *op. cit.*

<sup>38</sup> ESRC Part Members Project, « Love Corbyn. HATE Brexit », 2 janvier 2019 : <<https://esrcpartymembersproject.org/2019/01/02/love-corbyn-hate-brexit/>>.

<sup>39</sup> James A. Smith, « Don't listen to the People's Vote polling – most Labour members still back Jeremy Corbyn on Brexit », *The Independent*, 3 janvier 2019.

<sup>40</sup> Dennis Kavanagh, « Brexit, the Conservatives and the General Election 2017 », *Revue Française de la Société Britannique*, 2018, 18 (2) : <<http://journals.openedition.org/rfcb/2085>>.

En cherchant à dépasser la seule question du Brexit, Corbyn s'engage dans un exercice démocratique susceptible de répondre aux problèmes quotidiens des Britanniques qui sont au cœur du vote en faveur du Brexit. Avec son programme de contrôle du pouvoir du marché et de transfert du pouvoir des grandes entreprises à la société civile<sup>41</sup>, il pourrait représenter une véritable chance de s'attaquer à la condition de postdémocratie dans laquelle « une minorité puissante est devenue plus active que la masse des citoyens en faisant fonctionner le système politique pour son propre intérêt »<sup>42</sup>. S'il est vrai que cette politique semble bien plus populaire parmi les adhérents du parti que parmi ses membres élus, cela ne veut pas dire pour autant que Corbyn soit populiste, contrairement à ce qu'affirment Watts et Bale<sup>43</sup>. Ce sont plutôt les parlementaires, très critiques de leur leader, qui basculent dans le populisme en faisant du Brexit le seul horizon de la vie politique britannique actuelle, sans pour autant faire valoir des arguments convaincants pour réformer l'Union européenne, encore moins pour réformer la société britannique et s'attaquer au déficit démocratique national.

72

## Conclusion

Même si l'élaboration de la stratégie du parti travailliste sous la direction de Jeremy Corbyn au sujet du Brexit aurait pu bénéficier de plus d'engagement populaire, notamment par le biais d'assemblées citoyennes, c'est une stratégie qui est en parfaite cohérence avec son programme plus large pour s'attaquer aux causes du Brexit. Cette stratégie a été clivante au sein du parti, mais ce n'est qu'en se focalisant sur les clivages sociaux au-delà des enjeux du Brexit que Corbyn peut espérer réunir un pays aussi divisé. On peut donc considérer que, loin d'être ambiguë, la stratégie a été plutôt flexible afin de tenter de neutraliser la question et recentrer le débat politique sur l'opposition au capitalisme néolibéral, revitalisant ainsi le corbynisme.

---

<sup>41</sup> Emma Bell, « The 2017 Labour General Election Campaign : Ushering in a new politics ? », *Revue Française de la Société Britannique*, 2018, 18 (2) : <<http://journals.openedition.org/rfcb/2085>>, 2018.

<sup>42</sup> « *Powerful minority interests have become far more active than the mass of ordinary people in making the political system work for them.* », Colin Crouch, *Post-democracy*, Cambridge, Polity Press, 2012 [2004], p. 19.

<sup>43</sup> Watts et Bale, *op. cit.*

Cependant, la plus grande menace qui pèse sur le projet politique de Corbyn est un Brexit conduit par les conservateurs dans le but de renforcer leur propre programme néolibéral de déréglementation et de désinvestissement social. Afin de protéger les citoyens les plus défavorisés d'un tel programme, tous les membres du parti ont intérêt à agir de concert pour faire pièce à ce Brexit-là, même au risque de perdre certains électeurs « *Leavers* » à court terme.

### **Résumé :**

Cet article cherche à mieux comprendre la stratégie des travaillistes face au Brexit. C'est une stratégie qui a fait l'objet de vives critiques, provoquant des scissions au sein même du Parti travailliste. Elle semble parfois incohérente et ambiguë, mais seulement si l'on refuse de la situer dans le contexte du programme politique plus large de Corbyn. C'est en effet une stratégie qui cherche à dédramatiser le Brexit afin de focaliser l'attention sur les causes du Brexit et les clivages sociaux qui le transcendent. Elle pourrait ainsi promouvoir la cause du corbynisme au Royaume-Uni mais, paradoxalement, au risque d'entraîner la désaffection de ses propres électeurs qui ont soutenu la campagne du « Leave ».